

LA VOIX DU NORD

HORS-SÉRIES

LES ENFANTS NORDISTES DU JIHAD

EN COLLABORATION AVEC

**Nord
éclair**

3,90 €



« Il avait toujours un texte à présenter pour appuyer ce qu'il disait de la cause des musulmans persécutés. »

a de nombreux mois qu'ils se connaissent, qu'ils se fréquentent autour des mosquées de Roubaix et d'un homme « rencontré dans la rue, qui portait l'habit traditionnel et récitait les textes ». Un homme qui se vante d'avoir lu plus de trente fois le Coran, qui prône le jihad lors de leurs réunions « autour d'un thé ou parfois d'un poulet rôti, à la sortie de la prière ».

À l'automne dernier, le même tribunal correctionnel de Paris s'étonnera qu'il n'ait pas été renvoyé, même si lui n'est jamais parti de la métropole lilloise. « Il a invoqué un manque d'argent, le désaccord de sa femme, la consultation d'un "sachant" qui assurait qu'il n'existe rien dans les textes qui autorise le départ en Syrie ».

Pour cet homme-là, pourtant, le jihad n'a rien de virtuel. Insidieusement, un « bourrage de crâne » rampant fait son effet. « Il avait toujours un texte à présenter pour appuyer ce qu'il disait de la cause des musulmans persécutés. »

Un petit groupe se crée autour de lui, à Roubaix, aiguillonné par Tahar Aouidate (lire par ailleurs « Tahar Aouidate, une ascension



Les hommes et femmes qui sont recrutés partent en Syrie et en Irak. On estime qu'une trentaine de Nordistes ont rejoint les rangs de Daech.

« ELLE AVAIT 18 ANS, JE NE ME SUIS PAS MÉFIÉE »

Sa fille allait avoir 19 ans lorsqu'elle est partie pour la Syrie, en janvier 2014. Elle y est toujours. A. témoigne chez elle, dans son appartement de la métropole lilloise : « Ma fille s'est convertie à 16 ans. Elle s'est mise à porter le hidjab, à prier... Un jour, je l'ai croisée en niqab dans la rue, je l'ai reconnue grâce à son sac à main, j'ai eu un gros choc. Un jour, elle m'a annoncé qu'elle était mariée avec un jeune musulman qui a été endoctriné lui aussi. Lorsqu'elle l'a rencontré, il était en jean et baskets, normal quoi... Elle s'est mise à porter le niqab, lui le kamis. Sa mère aussi a vu son fils

changer, elle ne le reconnaissait plus. C'était un truc de fou. Ils sont passés par des mosquées de Tourcoing puis Roubaix. Au fur et à mesure, elle a arrêté de sortir, il fallait baisser les persiennes pour pas qu'on la voie de la rue. Elle serrait la main aux hommes de la famille et elle restait voilée devant mon compagnon parce que nous n'étions pas mariés. Il ne l'a d'ailleurs jamais vue sans voile. Un jour, elle m'a dit qu'elle partait avec son mari deux semaines en Turquie. Elle avait 18 ans, je ne me suis pas méfiée. Avant son départ, elle pleurait, elle m'a dit de faire attention à moi. Je pensais que c'était du sentimentalisme, son côté encore

petite fille. En fait, elle partait pour la Syrie. Six mois après s'être radicalisée. Le 26 janvier 2014, elle m'a envoyé un message sur Facebook pour me dire qu'elle ne reviendrait plus. Elle m'a dit que la France n'était pas un pays pour elle, qu'on ne la laissait pas porter son niqab comme elle le voulait. D'ailleurs, combien de fois j'ai dû l'accompagner au tribunal, elle se faisait contrôler deux à trois fois par jour. Cela a peut-être joué mais peut-être pas, je n'en sais rien au final. ... Juste après, j'ai vu une photo de ma fille avec son mari et une kalachnikov. Ça m'a brisé le cœur. » S. F.-P.

« C'était un déséquilibré. Un ultra-violent, plus dur que tous. C'est lui qui a motivé les autres. »

radicale») qui a déjà d'autres contacts, bien plus solides encore. À Bruxelles, il a rencontré Khalid Zerkani, que la justice belge, qui l'a récemment condamné à quinze ans de prison, considère comme « le plus grand recruteur de candidats au jihad » du pays. Et l'un des plus grands d'Europe, sans doute : il a envoyé plus d'une vingtaine de jeunes gens en Syrie et en Irak, dont Abdelhamid Abaaoud, le coordinateur des attentats de Paris, et Chakib Akrouh, mort à son côté dans l'assaut de l'appartement de Saint-Denis, en novembre 2015.

À Roubaix, ces jeunes qui parfois « s'ennuient » ou « manquent d'un cadre familial », s'exaltent au récit d'« un califat où l'on vivrait sa religion en toute liberté ». Ils regardent aussi des vidéos relatant les crimes de l'armée de Bachar. Des exécutions, des bombardements, des tueries. Et c'est la même chose, dans la

même inquiétante discrétion, à Lens, où un père de famille, là encore un peu plus vieux que les autres, ne jure que par le départ en terre de Shâam. « C'était un déséquilibré, dit un ancien habitué de la mosquée. Un ultra-violent, plus dur que tous. C'est lui qui a motivé les autres. »

Ils sont cinq à être partis, en tout, mais un an après les Roubaisiens. En Syrie, c'est un certain Abou Mariam ou Abou Abdoul Al-Faransi qui les accueille et les guide. Ces surnoms-là sont ceux de Fodil Tahar Aouidate.

Mais avant cela, au cœur de l'été 2013, il avait aussi accueilli une demi-douzaine de jeunes partis de Villeneuve-d'Ascq. Là encore, on s'était réuni autour de la mosquée, on évoque un certain « Mehmet », mystérieux prédicateur de rue et recruteur aussi. « Il disait qu'ici, on est persécuté. Il était remonté contre la France et répétait que là-bas, on serait entre musulmans... » Deux d'entre eux sont

revenus, condamnés à l'automne dernier, mais la plupart sont toujours là-bas. Morts ou vivants. Presque tous morts, en fait.

« COMME MOHAMED MERAH »

Comme c'est peut-être le cas de Fodil Tahar Aouidate qui aurait été victime d'un assaut en novembre dernier. Les services secrets français sont persuadés que c'est lui qui a repris le rôle joué en Syrie par Abdelhamid Abaaoud après les attentats de Paris. Ils sont persuadés de l'avoir identifié sur une vidéo où il apparaîtrait le visage caché revendant avec ardeur les 130 morts du 13 novembre 2015, à Paris. Comme tous les autres Ch'tis, il était parti d'ici avec 300 ou 400 € en poche, mais lui aurait projeté un attentat « comme Mohamed Merah » qui n'aurait été empêché, à l'automne 2013, que par l'arrestation de son fournisseur d'armes. Alors, il est reparti. Définitivement, cette fois.

« SI ON AVAIT SU... »

Courageuse, généreuse, Lydie est la seule maman qui témoigne à visage découvert. Elle fait aussi de la prévention dans la région. « Lorsque ma fille est partie vivre à Lille pour sa prépa littéraire, elle s'est intéressée à l'islam. Elle s'est mise à fréquenter une mosquée. Puis ses copains l'ont trouvée changée. Elle mettait un voile en dehors, quand on ne la voyait pas. » Pour un double cursus, la jeune femme part en Allemagne en 2012, à Leipzig : « Je me dis que si ça se passait aujourd'hui, on aurait mieux compris et jamais on n'aurait financé des études en Allemagne. On l'aurait gardée près de nous. Mais c'était avant les attentats. » Elle y rencontre en septembre son compagnon, proche d'une mouvance salafiste, sous surveillance policière. En février, ils vivent ensemble, se marient cultuellement. Lorsque ses parents la retrouvent, elle porte un niqab. « On a eu une relation très conflictuelle, on ne comprenait pas. On a déjà fait 1 600 km pour les voir une heure. Elle voulait qu'on rejoigne ses idées... L'emprise vient du groupe de Leipzig. Ma fille et son mari disaient qu'ils connaissaient du monde à la mosquée. Il y avait chez eux une salle prévue uniquement pour les femmes. En novembre 2014, on a appris qu'ils étaient partis en Syrie. Les frères musulmans sont venus vider l'appartement, ils ont même pris le parc en bois qui appartenait à ma fille étant petite. Sûrement pour d'autres familles, ils sont très organisés. » S. F.-P.

SAÏD, LE RECRUTEUR DE ROUBAIX

Né en 1984 à Roubaix, Saïd Asboul se radicalise très tôt. Dès 2011, le jeune homme, qui vit chez ses parents dans le quartier de la Fosse-aux-Chênes, et qui n'a jamais fait parler de lui, fréquente plusieurs mosquées du secteur. Adeptes d'un islam radical, il tente de rejoindre l'Afghanistan en passant par la Turquie. Il n'y parviendra pas. Au printemps 2012, il est interpellé dans le cadre d'un coup de filet national visant les filières jihadistes. Il sera finalement remis en liberté après deux jours de garde à vue. Le jeune homme est depuis surveillé par les services de renseignements. À l'époque, ils nous avait livré sa conception de l'islam : « Je suis favorable à l'application de la charia (loi islamique). Elle doit se défendre par le jihad (guerre sainte). » Saïd Asboul

expliquait à l'époque que cette guerre sainte ne pouvait se pratiquer qu'en terre musulmane d'où son objectif assumé de rejoindre l'Afghanistan.

Dans les mois qui suivent, il tente à plusieurs reprises de rejoindre la Syrie. À l'été 2013, il est refoulé à l'aéroport d'Istanbul, en Turquie alors qu'avec d'autres Roubaisiens, il est en chemin pour la Syrie. Ces derniers, qui n'étaient alors pas encore surveillés, ont poursuivi leur route jusqu'en Syrie. Saïd Asboul lui, est renvoyé en France. Surnommé « Saïd de Roubaix », il aurait fait office de recruteur pour plusieurs jeunes candidats au jihad de la métropole lilloise. Il les aurait aidés à rejoindre l'Afghanistan et la Syrie. En juin 2015, il a été mis en examen pour association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste et placé en détention provisoire. R. L.





Vue aérienne de Raqqa, « capitale » de Daech en Syrie. PHOTO GOOGLE MAPS

LA VIE EN SYRIE EST UN CAUCHEMAR

Des enfants endoctrinés à 8 ans, des ceintures d'explosifs qui s'invitent dans les chambres à coucher, des hommes omnipotents et des femmes sans aucun droit... Une « repentie » de l'État islamique et des mères de filles parties à Raqqa, la « capitale » syrienne de Daech, témoignent.

PAR SOPHIE FILIPPI-PAOLI / PHOTOS CHRISTOPHE LEFEBVRE

UN NOUNOURS... ET UNE KALACHNIKOV

Lorsqu'elle est partie de Tourcoing, à 18 ans, E. a pris le nounours qui ne la quitte jamais. Arrivée à Raqqa, la « capitale » syrienne de l'État islamique, elle a posé devant l'objectif en niqab, à côté de son mari... et d'une kalachnikov. Elle a mis aussi deux fusils d'assaut sur une photo de profil : sa kalach', qu'elle garde dans l'appartement où elle vit avec d'autres – sans que sa mère ne sache combien exactement –, et celle de son mari, un Roubaisien qui serait mort « en martyr » mi-décembre. Ce dernier avait d'ailleurs envoyé une vidéo d'adieu à sa famille peu de temps auparavant.

« CE SONT TOUJOURS LES HOMMES QUI DÉCIDENT »

Depuis, E. vit seule, en veuve. « Elle me dit qu'elle peut faire ce qu'elle veut, se remarier ou pas », précise sa mère, les yeux fixés sur les messages envoyés par sa fille depuis Raqqa. Une affirmation que contredit Laura Passoni qui est restée neuf mois en Syrie avec une famille d'une trentaine de Nordistes pour voisins de palier : « Les femmes qui sont veuves

partent dans une madafa, une maison des femmes et, ensuite, elles doivent reprendre un mari. Elles ont un peu plus de quatre mois pour se décider. Elles peuvent faire part de leurs exigences du style "Moi, je n'en veux pas un qui se fasse exploser, je veux un Français converti". Elles doivent choisir parmi cinq mais, au final, ce sont toujours les hommes qui décident. »

LE QUOTIDIEN

Au début, à son arrivée en Syrie, en janvier 2014, E. a de l'argent. Sa maman se souvient d'un début « presque facile » : « Elle m'envoyait des photos d'elle avec des gâteaux, de l'argent. Elle est même partie en Irak dans un palace et elle m'a montré un centre commercial magnifique. » Et puis tout s'est arrêté : « À un moment, ils vivaient avec 80 euros par mois. La mère de son mari a dû envoyer de l'argent, raconte la maman de E., les mains fermées sur la table de sa cuisine. Ils n'ont plus de télé, de téléphone parce que beaucoup ont été repérés et bombardés à cause de ça. Une fois, ma fille m'a parlé d'un bombardement qui a fait 60 morts, de ses persiennes arrachées. Et puis son mari qui combattait touchait une solde au début ; après, ça s'est arrêté. Je sais qu'aujourd'hui, elle mange de la viande à peine une fois par semaine. En plus, comme elle est veuve, elle ne peut sortir que tous les trois jours pour faire des courses car on ne peut pas se déplacer sans homme là-bas. Il

n'y a pas longtemps, elle m'a envoyé une photo d'un sac à main qu'elle venait de s'acheter. »

« SANS ARGENT, T'ES RIEN »

Dans sa maison de Libercourt, d'une voix un peu cassée, Lydie dit qu'elle sait simplement que sa fille, qui est toujours en Syrie, a vécu dans un immeuble au toit arraché : « Je ne sais pas où elle est aujourd'hui mais je sais que ses enfants souffrent de carences nutritives. Ils n'ont plus rien. Et son fils de 3 ans fait "bom bom" pour le bruit des bombes quand ils descendent à la cave. »

Avec de la colère dans ses yeux noisette, Laura Passoni explique : « C'est la loi du plus fort. Sans argent, t'es rien. Comme mon fils était un petit garçon, les hommes qu'il croisait lui donnaient tout ce qu'il voulait mais, de toute façon, j'évitais au maximum les contacts entre lui et les combattants. En plus, il y n'a aucun suivi médical. Je n'ai eu aucun examen pendant ma grossesse. On me disait simplement que tout allait bien... »

UNE VIDÉO DE LAPIDATION ENVOYÉE À SON PETIT FRÈRE

La mère de E. le raconte très bien : elle peut parler de tout avec sa fille... sauf de religion.

« Elle dit que mon cœur se referme à ce moment-là. » Sa fille, très réservée, souriante, confiante avant son départ, qui envoie une vidéo de lapidation à son petit frère, qui demande à sa mère de la rejoindre en Syrie avec ses frères et sœur, qui se voit mourir à Raqqa et a, selon la sécurité intérieure, une ceinture d'explosifs à disposition. « Elle était même au courant avant la police pour la femme recherchée dans le cadre des attentats de Charlie Hebdo. Elle savait qu'elle était en Syrie. » Sa fille qui est partie pour pouvoir « pratiquer librement sa religion », elle qui, dans le Nord, se faisait arrêter trois fois par jour à cause de son niqab : « Elle n'est jamais critique lorsqu'elle parle. Du coup, j'ai une vision qui est peut-être éloignée de la réalité. »

« DES MÈRES PRÊTES À SACRIFIER N'IMPORTE LEQUEL DE LEURS ENFANTS »

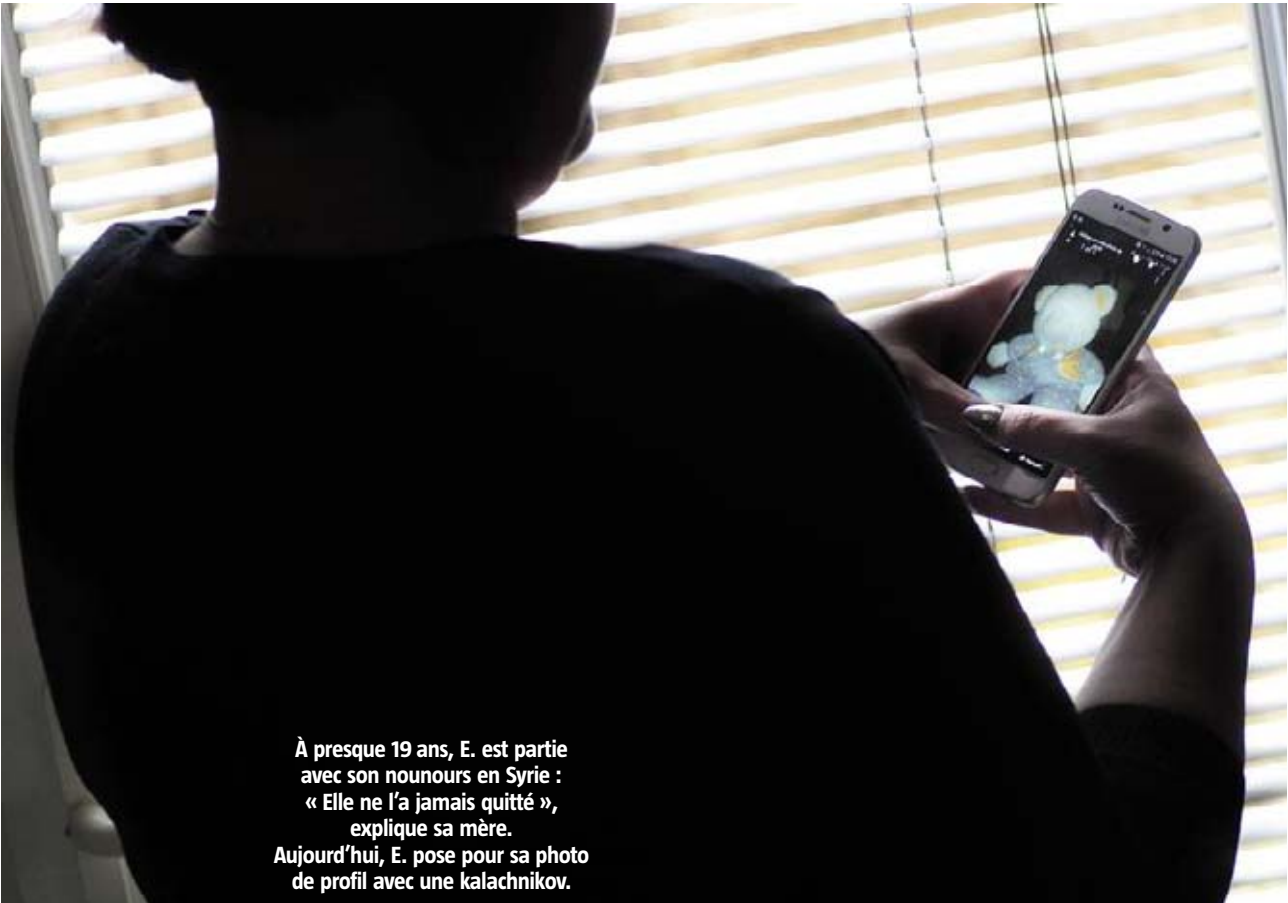
Assise dans un café de Bruxelles, Laura précise : « Mes voisines, qui venaient de la métropole lilloise, se disaient toutes prêtes à se faire exploser lorsque leurs maris partaient au combat. Elles avaient des explosifs dans les appartements et étaient prêtes à sacrifier n'importe lequel de leurs enfants. Elles supportaient la polygamie, tout. L'un des maris qui était vraiment violent était surnommé L'Égorgeur. Je me rappelle aussi que, chaque vendredi, des corps étaient exposés sur la place publique et certains maris obligeaient leur femme à regarder les lapidations. »

LES ENFANTS ENDOCTRINÉS À 8 ANS

À Raqqa, les enfants n'échappent pas à l'endoctrinement. « À 4 ans, raconte Laura, mon fils savait qu'il allait se marier avec la petite fille de la Roubaisienne qui habitait en face de chez moi. À 8 ans, ils partent en formation. À partir de 10 ans, on les envoie combattre. Les filles n'ont pas le droit d'aller à l'école. J'en ai même vu une à qui on interdisait de jouer à la poupée et qui apprenait le Coran. Elle avait 4 ans. Les petites filles n'ont rien, elles doivent simplement apprendre à être de bonnes épouses. »

LES FEMMES N'ONT AUCUN DROIT

Le pouvoir des hommes est total. « J'étais à côté de mon mari lorsqu'il a discuté avec des hommes qui commentaient des photos d'esclaves yézidis sur Twitter. C'était une mère et ses trois enfants mis en vente. Ils commentaient leur apparence physique par tweets, c'était horrible », raconte Laura. Veuves ou non mariées, les femmes sont réunies dans des madafas où elles n'ont droit à aucune sortie : « Il fallait faire des ablutions à heure fixe et seules les premières levées pouvaient manger. Les autres n'avaient que des restes. » Les femmes ne peuvent pas conduire et n'ont droit qu'à un minimum de sorties : « Même en passant d'une pièce à l'autre, il fallait que je frappe à la porte pour être sûr qu'il n'y avait pas d'hommes. » Les hommes, eux, sont coincés d'une autre manière : « N., le mari de ma fille, a voulu arrêter de combattre, reprend la maman de E. Ils l'ont emprisonné pendant un mois. Elle ne savait pas où il était. Et maintenant, il est mort. Dans l'explosion d'une maison à une trentaine de kilomètres de Raqqa. » Il allait avoir 21 ans.

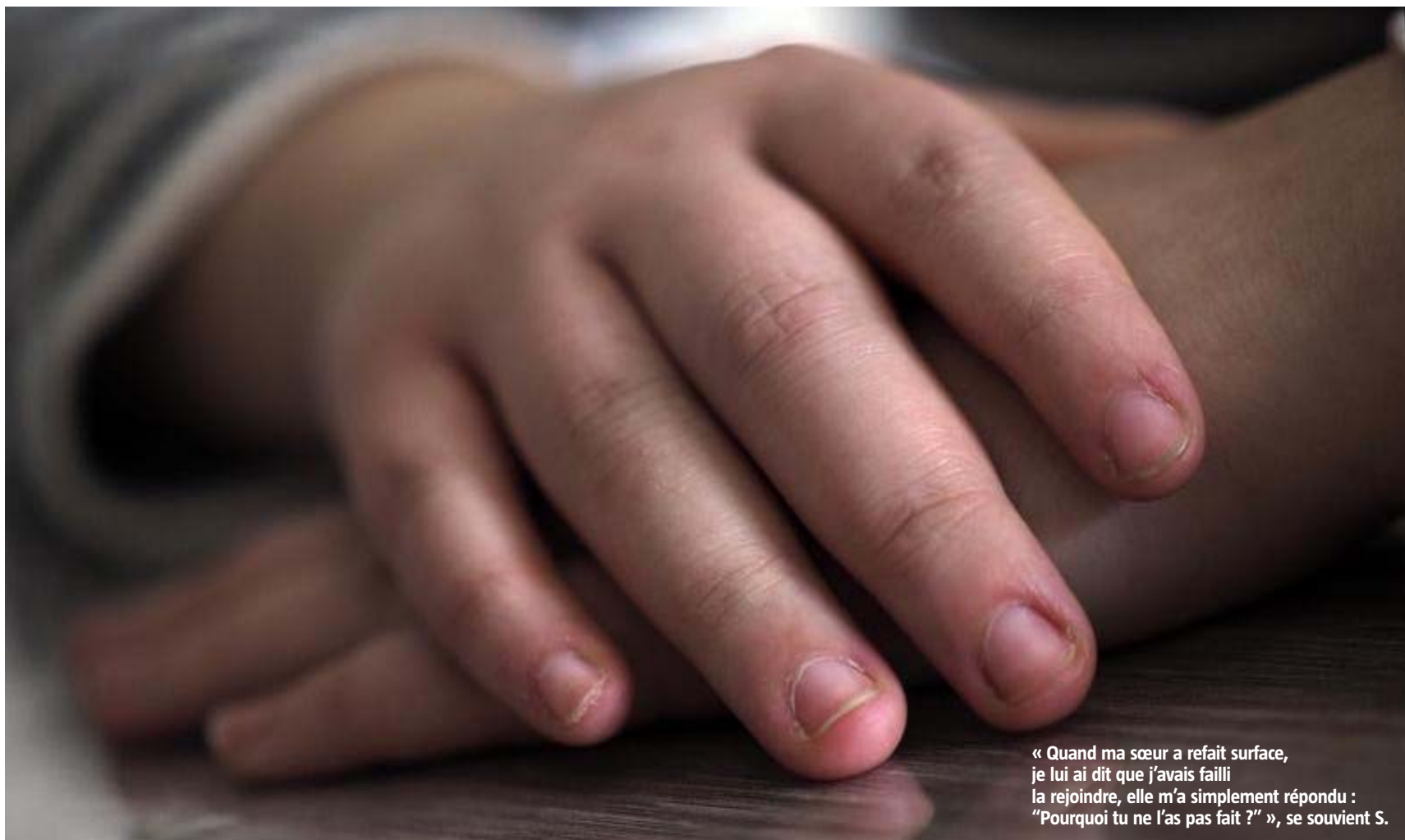


À presque 19 ans, E. est partie avec son nounours en Syrie : « Elle ne l'a jamais quitté », explique sa mère. Aujourd'hui, E. pose pour sa photo de profil avec une kalachnikov.



Laura Passoni est partie pour Raqqa pendant neuf mois avec son mari et son fils. Elle a vécu avec une trentaine de personnes de la métropole lilloise comme voisins de palier.

« J'AI DÉCIDÉ QUE J'ALLAIS PARTIR LÀ-BAS, LA TROUVER ET LA RAMENER »



« Quand ma sœur a refait surface, je lui ai dit que j'avais failli la rejoindre, elle m'a simplement répondu : "Pourquoi tu ne l'as pas fait ?" », se souvient S.

Un appartement, un boulot « pas terrible »... Le quotidien de S. est plutôt ordinaire pour ses 21 ans. Sauf qu'elle a été signalée aux autorités parce qu'elle a voulu aller chercher sa sœur, toujours en Syrie. Pour la ramener dans la métropole lilloise.

PAR SOPHIE FILIPPI-PAOLI
PHOTO CHRISTOPHE LEFEBVRE

« **M**a sœur est partie pour Raqqa il y a quatre ans, elle allait avoir 19 ans. On est presque jumelles, on n'a que vingt mois d'écart. » Sourire timide, joues enfantines, S. paraît plus jeune que ses 21 ans. D'une voix mal assurée, elle raconte. Sa mère qu'elle adore, son appartement dans la métropole lilloise, son boulot « pas terrible », le petit ami « super beau » et son monde bouleversé par ce départ pour la Syrie. Qu'elle n'a pas vu venir. « C'est arrivé d'un coup. Elle s'était mise au voile intégral et me critiquait dès que j'écoutais de la musique ou que j'étais sur mon ordinateur. Ou, encore pire, si j'étais en jupe ou que je parlais à des garçons. Elle, elle récitait des sourates et ne sortait plus de sa chambre et il ne fallait pas lui parler d'alcool... Mais quand même ! »

C'est elle qui a rencontré la première le futur mari de sa sœur, un Roubaisien, via Facebook : « C'est finalement ma sœur qui a eu un rendez-vous avec lui. Ils sont tombés amoureux. Parfois, je me dis que c'est de ma faute si elle est partie. Peut-être que sans lui... En même temps, ils sont allés ensemble dans les mêmes mosquées

à Roubaix et Tourcoing, ils se sont transformés en même temps. »

« JE N'AI PAS RÉFLÉCHI AU CÔTÉ PRATIQUE »

Depuis la Syrie, sa sœur communique avec elle par WhatsApp (une application de messagerie instantanée) : « Elle me disait de la rejoindre, elle m'a envoyé des photos de sa super maison. C'était bizarre, d'ailleurs, de voir cette grande cuisine équipée et ce matelas posé par terre dans la chambre. Et puis elle m'a envoyé une vidéo de lapidation. C'était horrible. J'ai passé des nuits à pleurer, à faire des cauchemars. » S. n'est pas musulmane et n'a jamais cru au mythe d'un nouvel État idéal. « Mon petit frère, par contre, elle l'a complètement chamboulé. À 9 ans, il récitait le Coran et parlait de s'acheter une kalachnikov. Elle a d'ailleurs voulu le faire venir en lui promettant qu'il en aurait une dès son arrivée. »

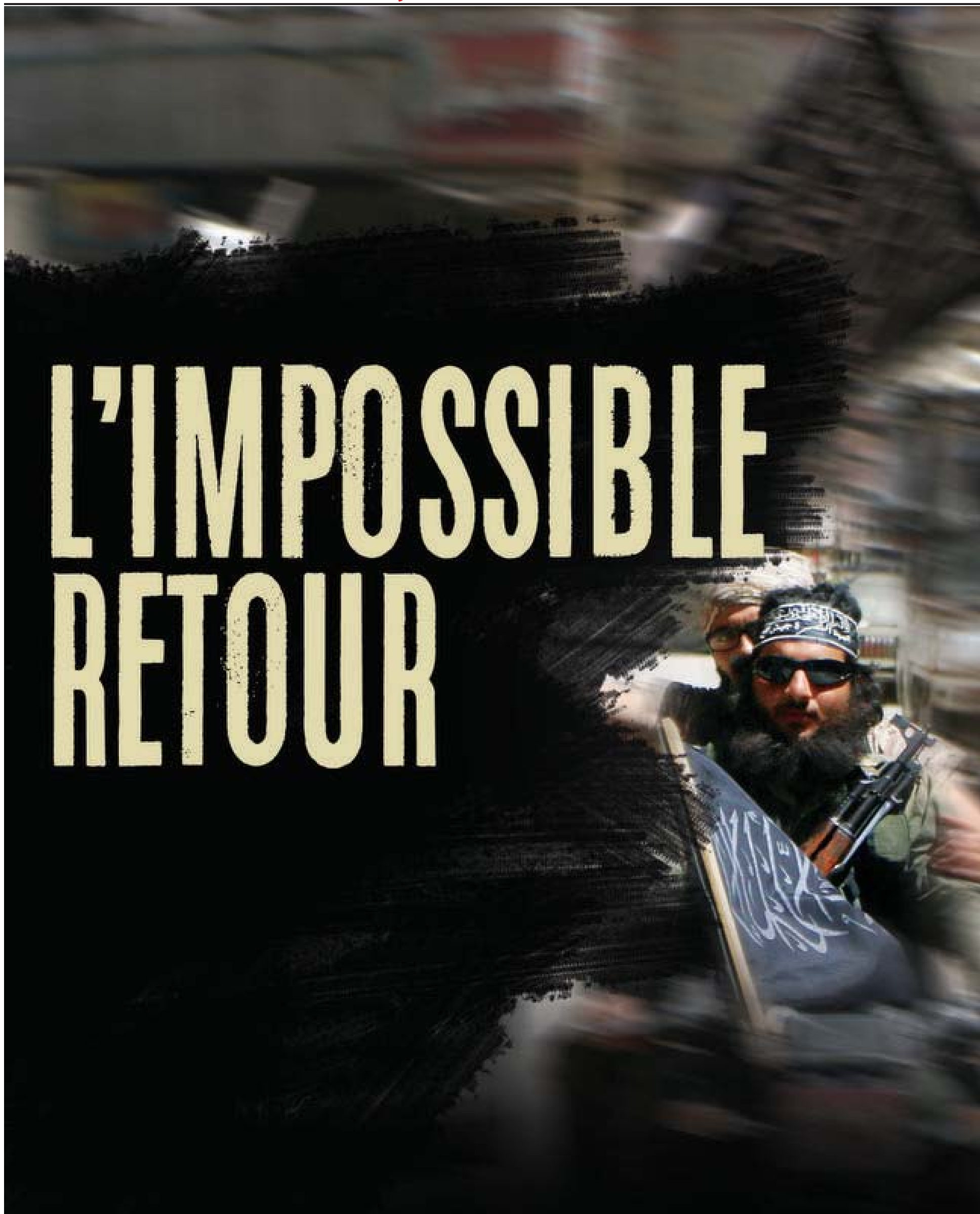
En décembre 2015, un coup de fil anonyme passé depuis la Syrie apprend à la famille que la jeune femme est morte. « J'ai tapé dans les murs, j'avais les jambes qui tremblaient, je ne parvenais pas à me calmer... » se souvient S. Elle ne l'accepte pas. Pas sa sœur si vivante, si drôle, toujours fourrée dans ses bouquins et qui voulait

devenir avocate. « J'ai décidé que j'allais partir là-bas, la trouver et la ramener. » Elle se renseigne pour partir en Turquie. « Je n'ai pas réfléchi au côté pratique... J'attendais juste ma nouvelle carte d'identité. »

Lors d'une dispute, S. hurle à sa mère qu'elle va partir, elle aussi. « Je ne pensais plus qu'à ça, ça m'obsédait. » Terrorisée à l'idée de voir partir un deuxième enfant, sa maman la signale aux autorités, dit à sa fille qu'elle est fichée, qu'elle ne peut plus rejoindre la Syrie. Elle reste, donc, à contrecœur. « Quand ma sœur a refait surface, je lui ai dit que j'avais failli la rejoindre, elle m'a simplement répondu : "Pourquoi tu ne l'as pas fait ?" »

« Mon petit frère, elle l'a complètement chamboulé. À 9 ans, il récitait le Coran et parlait de s'acheter une kalachnikov. »

L'IMPOSSIBLE RETOUR





« Que ma fille ait à répondre de ce qu'elle a fait oui, qu'elle soit interrogée oui. Mais je ne pense pas que la prison soit un moyen efficace pour se reconstruire sur le plan psychologique », estime Lydie.

« SOIT MA FILLE SUBIT LA GUERRE, SOIT ELLE RENTRE ET ELLE SERA SÉPARÉE DE SES ENFANTS »

Depuis que son visage a fait la une de notre journal en novembre 2015 avec le titre « Ma fille est en Syrie », nous l'avons rencontrée plusieurs fois. Et Lydie a toujours fait preuve d'un immense courage. Elle s'est battue pour faire de la prévention contre la radicalisation. Et surtout cette enseignante en lycée technique s'est racontée à découvert. C'est la seule Nordiste – elle habite Libercourt – à l'avoir fait. Du courage et, aujourd'hui, un espoir fou : celui du retour de sa fille partie fin 2014 à Raqqa, en Syrie.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE FILIPPI-PAOLI
PHOTOS PATRICK JAMES

Pourquoi, plus que jamais, envisagez-vous le retour de votre fille ?

J'envisage et j'espère son retour parce qu'il y a un grand danger. Maintenant qu'Alep est tombée, est-ce que cela ne va pas être le tour de Raqqa (la « capitale de l'État islamique en Syrie ») ? Je suis inquiète aussi pour l'état de santé de mon deuxième petit-fils qui a des problèmes de croissance et je me dis que cela peut pousser ma fille à vouloir revenir. Elle n'a plus l'argent qu'ils avaient. Ses deux enfants, qui ont dix mois et trois ans, mangent à leur faim mais pas de manière équilibrée. Les services de l'État m'ont clairement dit que tous ceux qui avaient réussi à aller en Syrie devaient se débrouiller pour rentrer. Parce qu'ils pensent qu'ils sont potentiellement dangereux. Alors que je connais ma fille : elle n'est pas dangereuse ! Elle est partie de bonne foi. Du coup, qui doit faire en sorte de les faire revenir ? Les familles ! Il faudra don-

ner de l'argent et on ne sait pas à qui... Si l'enfant dit « Il me faut tant », on fait confiance, on envoie mais on ne sait pas si l'argent va arriver à destination. Après, comme des fois ça marche...

Que va-t-il se passer concrètement si elle parvient à rejoindre la frontière avec la Turquie ?

Je me suis renseignée auprès d'un avocat spécialisé. Il m'a dit que la justice était plus sévère pour les jeunes femmes depuis qu'il y a eu cette tentative d'attentat à Paris. Et, selon lui, ma fille est un cas sérieux puisqu'elle est depuis plus de deux ans là-bas. Mais est-ce qu'elle aurait pu partir ? Ils sont enfermés, surveillés, elle a eu une deuxième grossesse... Ce sont des circonstances atténuantes. Si elle parvient jusqu'à la frontière, elle sera mise en centre de rétention en Turquie puis extradée en France. Elle sera mise en garde à vue et interrogée par rapport à son implication dans Daech. Elle

ira certainement en prison et, surtout, ses enfants seront placés. En fait, c'est soit ma fille subit la guerre, soit elle rentre et elle sera séparée de ses enfants. Quel choix... Alors qu'ils n'ont vécu depuis leur naissance qu'avec leur maman. Ils ne vont pas à la crèche ou à l'école. Brutalement, on va les enlever et les placer dans une famille d'accueil. Je trouve ça horrible et traumatisant ! La première chose que je vais faire, c'est me positionner pour les accueillir. »

Que faudrait-il faire, selon vous ?

Que ma fille ait à répondre de ce qu'elle a fait oui, qu'elle soit interrogée oui. Mais je ne pense pas que la prison soit un moyen efficace pour se reconstruire sur le plan psychologique. Elle a des enfants innocents qui n'ont pas demandé à naître là-bas. Ils ont vu des horreurs, subi les bombes... Il faudrait des structures spécialisées pour les accueillir en famille.

collective lors des promenades. Qu'il se laisse pousser la barbe et se met à porter la djellaba. On note « des tendances prononcées à essayer d'enrôler d'autres détenus ». En arrivant là, il a refusé la télé, « parce que c'est mal ». Mais lorsqu'à Toulouse, en mars 2012, Mohamed Merah sur son scooter assassine sept personnes dont trois enfants juifs, et fait six blessés avant de résister toute une journée au siège de la police, il demande un poste de télévision pour suivre l'affaire. On le voit s'enthousiasmer. La médiatisation retombée, il rend l'appareil.

TOTALEMENT MÉGALO

Le jeune Mehdi de la Bourgogne n'existe plus. Fiché S, encore plus radicalisé que le soulignent les rapports de la pénitencière, Nemmouche s'envole pour la Syrie moins d'un mois après sa sortie de prison. C'est forcément en détention qu'il a eu les contacts. Qu'il s'est enragé. « Sans doute moins pour la religion que pour un besoin éperdu de reconnaissance », juge Nicolas Hénin. Dans une conférence de presse, après l'arrestation de son geôlier, le journaliste le décrit « paumé et per-

vers », avec « un très gros égo », et tranche : « Le jihad n'est qu'un prétexte pour assouvir sa soif malade de notoriété. »

Son confrère Didier François a souffert de sa rage. Des coups de matraque sur la tête, des menaces à répétition de l'exécuter purement et simplement. Il faut même que les autres jihadistes maîtrisent Abou Omar. D'autres détenus, Syriens, ont un traitement encore plus cruel : « Quand il descendait, les prisonniers étaient paniqués. Il les torturait parfois toute la nuit, jusqu'à la prière de l'aube. » Et il chantait, aussi : *La Bohème*, *Douce France*, « cher pays de mon enfance »...

D'un cynisme abouti, et totalement mégalo, Nemmouche parle de ses « héros » : Khaled Kelkhal, abattu lors de la vague d'attentats de 1995 à Paris ; Lionel Dumont, l'un des leaders du Gang de Roubaix ; Mohamed Merah, bien sûr, « le plus grand de tous ». Qui lui inspire un commentaire : « Les petites juives, je les tirerais bien par la natte avant de les buter. »

AMATEURISME

Le 24 mai 2014, un mois jour pour jour après son retour de Sy-

rie, il n'a tiré personne par la natte, au Musée juif de Bruxelles. À peine entré, il a tiré au revolver sur un couple de touristes israéliens, qui meurt sur le coup. Puis il s'est avancé, a sorti une kalachnikov pour abattre de sang-froid deux employés du musée. Sa fuite durera une semaine, puisqu'il sera arrêté avec ses armes, une petite caméra et la casquette qu'il portait lors de l'attentat, dans un car venant d'Amsterdam à Marseille, où... il est presque systématiquement fouillé.

L'amateurisme dont il fait preuve à ce moment-là ne cadre pas du tout avec les relations qu'il s'est faites en Syrie : Selim Benghalem, l'un des inspireurs des attentats de Paris et Bruxelles, et certains de leurs auteurs, qu'il connaît par leurs prénoms. Des écoutes en attestent, lorsqu'il est emprisonné à la prison de Bruges, en même temps que Salah Abdeslam, en mars 2016, quand interviennent les attentats de Bruxelles. Mehdi Nemmouche devrait s'expliquer sur tout cela dans quelques mois devant la justice belge.



Nicolas Hénin, otage en Syrie aux mains de Nemmouche, le décrit comme « paumé et pervers ». « Le jihad n'est qu'un prétexte pour assouvir sa soif malade de notoriété. »

LA MÈRE DE MEHDI NEMMOUCHE : « JE SAVAIS MON FILS PERDU MAIS PAS À CE POINT »

Handicapée à 80 %, la mère de Mehdi Nemmouche vit en maison spécialisée dans la métropole lilloise.

À cause, notamment, de sa fragile santé mentale, son fils a été placé alors qu'il avait trois mois. Elle l'a revu par intermittence jusqu'à son départ pour la Syrie. C'est une femme qui s'exprime très clairement, de manière structurée et cohérente que nous avons rencontrée il y a quelques mois, à Lille. C'est la première fois qu'elle s'exprime dans les médias.

« Je savais que mon fils était perdu mais pas à ce point-là. Il a été placé en familles d'accueil, comme ses sœurs Myriam et Nejma qui ont été placées dès leur naissance. Il est resté jusqu'à ses 17 ans et je ne l'ai vu que de temps en temps.

Ensuite, il en a eu marre, il ne s'entendait pas avec la famille particulièrement avec le père. Il est allé chez sa grand-mère à Tourcoing. Ma mère a beaucoup d'enfants, il y avait toujours beaucoup de bruit chez elle. Mehdi savait que je n'étais pas heureuse avec le père de mes filles qui était avec une autre femme en même temps que moi. D'ailleurs, il a eu d'autres enfants.



Si j'avais été disponible, si j'avais été là pour lui, les choses auraient peut-être tourné différemment. Le père de Mehdi est Algérien ; mon fils est né en France. Moi, je suis arrivée dans le Nord à un an. J'ai eu vite des troubles du comportement et on a diagnostiqué ce que j'avais vraiment qu'à mes 50 ans. Aujourd'hui, je vais mieux mais j'ai perdu beaucoup de temps.

J'ai vu Mehdi avant son départ pour la Syrie, il avait un foulard sur la tête, je

me suis demandé ce qu'il se passait. C'est à Toulon qu'il s'est radicalisé, je ne comprends pas pourquoi ils l'ont laissé sortir de prison... Avant Toulon, il faisait sa prière normalement avec mes deux frères. J'en ai un qui vit en Arabie Saoudite qui est assez connu d'ailleurs (1), l'autre vit à Tourcoing. Aujourd'hui, j'ai 55 ans, je suis suivie et je vais beaucoup mieux. Mais je ne me sens pas encore assez armée pour aller le voir en prison. Mes sœurs y vont, elles habitent Tourcoing...

Je me souviens quand j'ai appris ce qu'il avait fait : c'était au journal de 13 h avec Claire Chazal. Je me suis dit que j'avais mal entendu, que ce n'était pas possible. J'étais en Belgique, j'étais effondrée, j'ai prié, pleuré... Je ne comprends pas. Dans ma famille, on n'a jamais spécialement parlé des juifs ! Les médias, je regardais au début puis plus du tout après, c'était trop dur. Pour moi, il n'a pas pu faire ça sans complices, cela me semble impossible. (2) »

SOPHIE FILIPPI-PAOLI

(1) Après des études coraniques en Arabie Saoudite où il s'est installé avec femme et enfants, Ammar est devenu un imam adepte d'un islam radical qu'il professe parfois dans des cours de salafisme, lors de ses voyages en France et en Belgique. Ammar a d'ailleurs été un temps membre du conseil de la mosquée du quartier de la Bourgogne à Tourcoing, le berceau de la famille Nemmouche...

(2) Le lendemain de l'interview, nous sommes allés avec M^{me} Nemmouche rencontrer sa sœur à Tourcoing. Elle n'était pas là. Son mari, rencontré sur le pas de la porte, nous a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve contre Mehdi Nemmouche, qu'on ne pouvait pas le reconnaître avec la fameuse vidéo de 40 secondes. Et qu'il ne parlait pas certainement parce qu'il couvrait quelqu'un. Il a refusé d'être interviewé ou de nous laisser entrer. Ni lui ni sa femme ne nous ont jamais recontacté.

« JE DEVAIS PRENDRE DES JUIFS EN OTAGE DANS UNE SYNAGOGUE DE MARSEILLE »



En juillet 2015, E. a été condamnée à quatre mois de prison ferme par le tribunal de Béthune pour apologie d'un acte de terrorisme : elle s'organisait pour aller faire sauter la synagogue de Marseille. Recrutée en 2012 sur Internet, cette Béthunoise, âgée de 30 ans aujourd'hui, a été endoctrinée sans relâche par l'État islamique et ce sans sortir de chez elle. Rencontre.

PAR SOPHIE FILIPPI-PAOLI
PHOTOS CHRISTOPHE LEFEBVRE
ET LA VOIX

Immenses, lumineux, ses yeux verts fixent parfois sans voir lors de secondes qui s'étirent. À 30 ans, E. vient enfin de quitter la maison de ses parents pour vivre seule en appartement à Béthune. La liste quotidienne de ses antidépresseurs, bêta-bloquants, anxiolytiques est impressionnante et ses heures à l'hôpital de jour lui pèsent : « On joue au Memory, vous imaginez ? » E. comprend mieux ses rendez-vous obligatoires avec les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) ou ceux avec le CAFFES (Centre national d'accompagnement familial face à l'emprise sectaire), l'association qui la suit : « Il y a une logique. » Elle se sent seule, dit-elle et elle ne sait pas encore trop où elle va. Elle tente une blague déroutante : « C'est sûr, avant, j'étais

plus entourée, je ne me sentais jamais seule. » Forcément avec 500 contacts sur Facebook et des dizaines de messages de 8 h à 3 h du matin : « Je ne dormais presque plus. Un contact de Lyon m'envoyait du Captagon (1) par courrier depuis janvier. Je ne ressentais plus rien. » Nicole, sa maman, confirme : « On aurait dit un robot c'était horrible. »

CONVERTIE POUR SON ANNIVERSAIRE

Le recrutement de E. a lieu en 2012 : « Je sortais d'une relation atroce, mon frère avait dû venir me chercher, je venais de perdre mon emploi de femme de ménage, j'étais complètement déprimée. » Très claire, précise, E. s'exprime bien et, au bout de trois heures d'entretien, elle raconte tout aussi nettement le viol dont elle a été victime à 11 ans : « Le garçon avait 16 ans au moment des faits, il

a été relaxé au bénéfice du doute. J'ai été démolie, je m'en suis jamais remise. »

Elle traîne sur le site skyrock.com lorsqu'un certain Salem la contacte. Ils parlent de tout, de rien, d'elle puis d'islam, beaucoup. Sur Facebook, Messenger, Viber. « Il me disait que ça résoudre tous mes problèmes, que je me sentirais mieux. » Il lui écrit du matin au soir.

Le 21 juin 2014 – « pour mon anniversaire » – il la convertit via Skype. Une semaine plus tard, elle reçoit un courrier qui confirme son appartenance à l'État islamique. Puis un voile et un coran. Ses contacts se démultiplient, les messages de haine à l'encontre des « kouffars » s'empilent. On lui propose des faux papiers, un mariage pour partir en Syrie...

« Salem m'avait ordonné de ne plus voir mes parents, mes frères, je ne

« Salem m'avait ordonné de ne plus voir mes parents, mes frères, je ne sortais plus de mon appart. »

sortais plus de mon appart. J'étais tout le temps devant mes messages, j'étais à fond. » On dirait une ado. Lorsqu'elle parle, elle fait largement dix ans de moins que son âge et c'est d'une façon un peu puérile qu'elle raconte qu'elle était au courant pour l'Hyper Casher et d'autres attentats.

En 2014, Salem lui demande de se faire sauter avec une ceinture d'explosifs : « Cela devait être un endroit avec du monde que je devais connaître au dernier moment. Mais j'ai eu une forme de réflexe de survie, j'ai fait une tentative de suicide... » De nouveau, son pauvre sourire.

LA PJ DÉBARQUE À 6 H DU MAT'

Alertés par des parents qui s'inquiètent, les pompiers découvrent une jeune femme qui délire en arabe : « Je l'ai appris. Salem m'a dit que j'étais une très bonne élève. » La police lance une enquête. E. est fichée S : elle doit se rendre au commissariat tous les mois. « Cela ne me faisait rien, j'étais tellement dans un autre monde. »

Les dizaines de vidéos sanglantes qu'elle reçoit ne l'atteignent pas non plus ; elle les partage avec conviction. Et puis un groupe se monte. Un homme de 37 ans d'Aulnay-sous-Bois cherche des hommes et des armes. « Je devais prendre des gens en otage avec une kalachnikov dans une synagogue de Marseille. Je recevais des photos d'armes comme des Beretta, des ceintures d'explosifs, des Remington 870... »

De nouveau, ses parents qui la découvrent en burqa et plus renfermée que jamais s'inquiètent. Ils alertent une policière qui leur a laissé son portable. Le 15 juillet à 6 h, six hommes de la PJ de Lille entrent chez eux : « Ils m'ont dit que je savais sûrement pourquoi ils étaient là, j'ai répondu oui. Ils ont saisi mes ordi, mes téléphones. »

Pendant le procès, E. « commence à réaliser ». Elle prend quatre mois ferme et un an avec sursis. Elle refait surface, « sort de ce cauchemar », décroche des sourires absents depuis trois ans. Depuis quelques mois, elle accepte enfin qu'on l'appelle par son prénom de naissance et non plus Soumaya : « C'est la première femme martyre morte pour l'islam, j'ai- mais bien. »

(1) Le captagon, appelé aussi drogue des jihadistes, serait utilisé par les combattants de Daech en Syrie comme par les auteurs d'attentats en Europe. Ce produit dopant, à base d'amphétamine, a pour conséquence une résistance à la fatigue mais aussi une perte de jugement.

« ILS FAISAIENT CE QU'ILS VOULAIENT D'ELLE »

Nicole, la maman d'E apporte un témoignage édifiant. « Notre fille vient de passer quinze mois chez nous, après le procès. Elle a fait beaucoup de progrès, elle est désormais prête à vivre seule même si on la voit souvent. »

Ça a été affreux pour nous ces fameux 1 100 jours avec l'État islamique comme elle dit. On ne la reconnaissait plus. On devait aller la chercher tous les jours pour la faire manger parce qu'elle était anorexique et on l'a vue se renfermer.

Ce fameux Salem voulait clairement la marier à un de ses quatre fils. Il était de Blois, il a d'ailleurs recruté deux autres filles à Paris. J'ai essayé de lui faire comprendre qu'elle était manipulée, je regardais les infos, tous les documentaires. Je suis devenue incollable mais aucun argument ne pouvait la

convaincre. C'était terrible, on ne parlait plus que de ça.

Quand je l'ai vue avec son niqab, je me suis dit que ça allait trop loin, qu'il y avait quelque chose de pas clair. J'étais persuadée qu'elle allait partir en Syrie. De toute façon, je sentais bien qu'ils faisaient ce qu'ils voulaient d'elle... J'en ai parlé au médecin de famille puis à la police. Je ne suis pas en colère contre ma fille, c'était juste terrifiant de la voir agir comme un robot. Pour moi, le responsable c'est le recruteur. Quand j'entends qu'il l'a recontactée, ça me rend folle. Elle paye la note pour lui, j'espère qu'il ne s'en sortira pas comme ça. Ce serait terrible qu'il continue. »

Lorsqu'elle a vu sa fille porter le niqab, Nicole a craint qu'E. ne parte en Syrie. Elle a aussitôt alerté la police.



VÉRONIQUE DE MONTFORT, ÉDITRICE DE « DJIHAD » : « FACE À DAECH, NOUS MANQUONS D'OUTILS »



Pour Véronique de Montfort, « les réponses (pour contrer l'État islamique) viendront des initiatives citoyennes ».

Directrice éditoriale de La Boîte à Pandore, une maison d'édition franco-belge, Véronique de Montfort a accompagné la sortie d'une dizaine de livres sur le jihad dont des témoignages de « revenants » et la pièce « Djihad »⁽¹⁾. Un cas unique. Rencontre avec une passionnée d'histoire des religions qui s'est spécialisée dans l'islam radical.

**PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE FILIPPI-PAOLI
PHOTO CHRISTOPHE LEFEBVRE**

Quelles sont les racines du jihadisme nordiste ?

Il existe depuis longtemps. Mais lorsqu'on recrutait des jeunes pour partir en Afghanistan, cela n'a éveillé l'intérêt de personne. On était, à cette époque, beaucoup moins scrupuleux. La radicalisation en Belgique et dans le Nord s'est vraiment développée avec l'apparition de foyers salafistes à Birmingham, en Angleterre. En 2010, le mouvement Sharia4UK (*la charia pour le Royaume-Uni*) a drainé les salafistes de toute l'Europe avec comme idée d'imposer la charia et d'éliminer les non-musulmans. Il a fallu deux ans pour que la Grande-Bretagne déclare cette organisation terroriste.

Entre-temps, l'Anversois Fouad Belkacem part se former là-bas et importe le modèle en créant Sharia4Belgium (*la charia pour la Belgique*). Très charismatique, il a attiré une centaine de sympathisants qu'il envoie faire la da'wa (*une technique de prosélytisme religieux*). Ils sont très actifs, très visibles mais personne ne les prend malheureusement au sérieux. Fouad Belkacem commence à faire des émules de Malines à Vilvorde où il recrute des sympathisants bilingues – en Belgique, on parle facilement trois langues – qui font la jonction avec, notamment, Roubaix et Tourcoing qui ont toujours été des foyers salafistes. Les autoroutes sont gratuites, les

échanges sont très faciles. En Belgique, sur les 480 personnes qui sont parties, 10 % sont en lien avec Sharia4Belgium.

Pourquoi ceux qui sont partis ont-ils été séduits aussi rapidement ? On leur a proposé un symbole de pureté opposé à un Occident qui n'a pas tenu ses promesses avec un nouveau monde à construire. Comme le dit l'islamologue Ra-

chid Benzine, il n'y a rien de plus fort à offrir que l'imaginaire. La preuve : les marqueurs sociaux ont disparu. J'ai publié aussi bien le témoignage d'un camé solitaire que d'un jeune homme bien intégré dans sa famille et son travail et, pourtant, tous deux sont partis en Syrie.

Vous dites que le nombre de départs a baissé...

À partir de 2015, ils ont baissé. Aujourd'hui, il n'y en a plus en Belgique et encore un peu en France. L'État islamique a perdu des territoires et du pétrole, les salaires ont arrêté d'être versés et il n'y avait aucune solidarité. Voyez le témoignage de Laura Passoni⁽²⁾ qui dit que si tu n'as rien à manger, on te laisse crever de faim. En 2013, on laissait encore le choix aux gens de ce qu'ils voulaient faire, tu pouvais même être cuisinier. À partir de 2014, tout le monde part au front et c'est aussi ce qui dé-

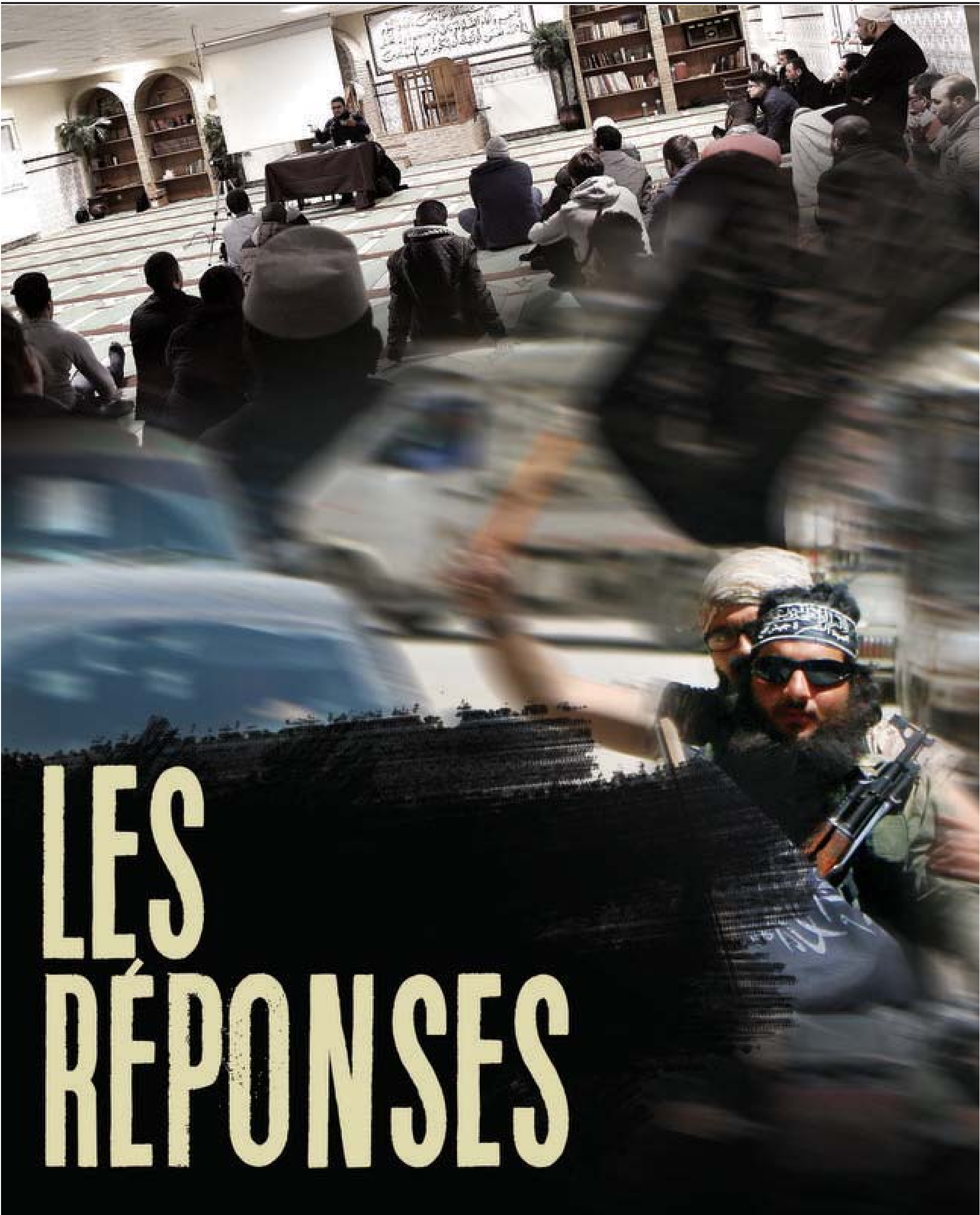
clenche les premiers retours. En plus, là-bas, d'après nos témoignages, tout le monde se méfie de tout le monde, il y a une vraie paranoïa ambiante. Quand les égorgements ont débuté, les femmes ont commencé à avoir peur pour leurs enfants. Aujourd'hui, beaucoup de femmes veulent rentrer mais peu d'hommes. Le salafisme jihadiste est intimement lié à l'identité masculine.

Comment peut-on lutter contre l'impact de Daech sur les esprits ? La recherche sur le fait religieux a pris beaucoup de retard en France. Le gouvernement vient d'y injecter plusieurs millions mais on aura les résultats dans cinq ou dix ans. Il faudrait un cours des religions dans les écoles aussi. Car, comme le disent les spécialistes, on peut défaire Daech au niveau territorial mais pas au niveau des esprits. Et nous manquons d'outils, nous n'en sommes qu'aux balbutiements. Outre la recherche, il faudrait mutualiser les savoirs. En Belgique, nous avons, par exemple, accueilli beaucoup d'enfants-soldats, nous avons un savoir-faire qui pourrait être utile à la France. À notre échelle, nous publions un guide pédagogique pour chacun de nos livres-témoignage et certains de nos auteurs interviennent dans les écoles. Au fond, je pense que les réponses viendront des initiatives citoyennes. Chacun doit réfléchir à comment endiguer le nuage toxique qu'est devenu Daech.

⁽¹⁾ Lire en pages 60 à 62.

⁽²⁾ La Belge Laura Passoni est une repentie de l'État islamique qu'elle a rejoint en 2014, avec fils et mari, avant de s'enfuir. Elle a raconté son expérience à Raqqa, la « capitale » syrienne de l'EI, dans « Au cœur de Daesh avec mon fils » (éditions La Boîte à Pandore, 17,90 €).

« Chacun doit réfléchir à comment endiguer le nuage toxique qu'est devenu Daech. »



LES RÉPONSES



Charline Delporte,
présidente du Caffes,
lors d'un entretien
avec une jeune fille
radicalisée, début mars.

« NOTRE RÔLE : DONNER AUX FAMILLES DES OUTILS POUR RÉTABLIR LE DIALOGUE »

Basé à Lille, le Centre national d'accompagnement familial et de formation face à l'emprise sectaire (Caffes) est, dans la région, l'un des principaux interlocuteurs des familles concernées par la radicalisation d'un de leurs membres.

PAR SOPHIE FILIPPI-PAOLI / PHOTOS CHRISTOPHE LEFEBVRE



LA TENDANCE

« Nous sommes un centre unique dans le sens où nous accompagnons les familles de façon personnalisée de A à Z. Nous les aidons à dialoguer et nous essayons de semer le doute chez l'enfant qui est sous emprise. Je parle d'emprise car, pour nous, l'approche de Daech ressemble à celle d'une secte », explique Charline Delporte, la présidente du Caffes, le Centre national d'accompagnement familial et de formation face à l'emprise sectaire⁽¹⁾. L'association travaille en lien avec les deux préfectures du Nord-Pas-de-Calais. Les dossiers sont constitués via le numéro vert de stop-djihadisme.gouv.fr⁽²⁾ qui contacte les préfectures. Ou par des appels directs à l'association. « Nous avons eu nos premiers appels en 2001. Depuis, le phénomène a progressé et tout s'est accéléré depuis les attentats de Charlie en janvier 2015, explique Charline Delporte. Nous avons tous les milieux. Chez les jeunes, on retrouve souvent une soif d'idéal. »

(1) Caffes, 7-9, rue des Jardins à Lille.
Tél. : 03 20 57 26 77 ou 06 45 32 60 05.
caffes.fr
contact@caffes.fr

(2) Tél. : 0 800 005 696.
www.stop-djihadisme.gouv.fr

32 DOSSIERS

L'association suit actuellement 32 dossiers pour radicalisation dans les Hauts-de-France. Plus de la moitié concerne le Nord et 30 % le Pas-de-Calais. « Aucun cas ne ressemble à un autre, cela peut arriver vraiment à n'importe qui et c'est tout le problème. On peut seulement remarquer que, à la base, le jeune a toujours fait une mauvaise rencontre », indique Charline Delporte. Via leurs proches, le Caffes travaille en lien avec 23 Nordistes qui sont en Syrie.

3 SALARIÉS

Trois personnes travaillent au Centre national d'accompagnement familial et de formation face à l'emprise sectaire. Elles sont accompagnées de vacataires – dont trois psychologues, deux avocats et une éducatrice spécialisée – et d'une dizaine de bénévoles.

Lire la suite en page 52.

« Nous avons eu nos premiers appels en 2001. Depuis, le phénomène a progressé et tout s'est accéléré depuis les attentats de Charlie. Nous avons tous les milieux. Chez les jeunes, on retrouve souvent une soif d'idéal. »

Charline Delporte, présidente du Caffes

« En gros, (la cellule mobile de la préfecture du Nord) voit les enfants et nous les parents. Nous nous sommes répartis le travail pour qu'il n'y ait pas de doublon. »

Charline Delporte

LE PARTENARIAT

Depuis plus d'un an, le Caffés travaille avec une cellule mobile de la préfecture du Nord qui intervient directement auprès des familles pour les 15-25 ans. « En gros, eux voient les enfants et nous les parents. Nous nous sommes répartis le travail pour qu'il n'y ait pas de doublon », détaille la présidente du Caffés.

L'EXEMPLE

« Récemment, nous avons reçu une famille du Pas-de-Calais qui nous a contactés en nous racontant que c'est la bagarre à la maison parce que leur fille s'est convertie en cachette et s'est radicalisée. Elle veut partir dans le Sud, ils lui ont pris ses papiers. Notre rôle, c'est de leur donner des outils pour rétablir le dialogue », explique Charline Delporte.

110 000 EUROS

Agréée Jeunesse et Sports, l'association dispose d'un budget de 110 000 euros. « Il nous faudrait trois salariés de plus pour être à la hauteur de la demande, estime Charline Delporte. Dans le même temps, j'ai appris qu'un chercheur toulousain avait reçu 3,5 millions d'euros pour scruter de près la radicalisation. Mais c'est maintenant que nous devons agir. »

« Il nous faudrait trois salariés de plus pour être à la hauteur de la demande. »

Charline Delporte

SLIMANE KADRI

TRÉSORIER DU CENTRE DE RESSOURCES DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE DU NORD

« IL Y A UNE FORTE DEMANDE DU CÔTÉ DES FAMILLES ET DES TRAVAILLEURS SOCIAUX »

Suite aux attentats de 2015, un collectif de la métropole lilloise, « Ensemble, on fait quoi » a organisé une série de conférences ouvertes à tous et a mis en place des formations à destination des travailleurs sociaux qui se poursuivent dans tout le Nord - Pas-de-Calais aujourd'hui. Le but : donner des outils aux familles et aux professionnels face à la radicalisation. Rencontre avec Slimane Kadri, trésorier du centre de ressources départemental de la prévention spécialisée du Nord (APSN), l'une des structures qui a lancé le mouvement.

Comment est né votre collectif ?

« Tout est venu des attentats de 2015 qui ont été commis, notamment, par des jeunes nés en France et qui, pour certains, avaient eu affaire aux services sociaux. L'APSN et deux autres associations ont réuni des travailleurs sociaux lillois pour discuter avec eux de leur ressenti. On a découvert qu'ils n'étaient pas toujours à l'aise par rapport à des thèmes comme la laïcité, le malaise identitaire des jeunes et les faits religieux qui, jusque-là, étaient restés dans la sphère privée. Nous n'avions pas l'habitude d'en parler. Du coup, on a lancé un appel pour travailler à plusieurs sur ces thématiques. Une vingtaine de structures dont des associations, des écoles comme l'Institut régional du travail social et Sciences Po Lille ont répondu présent et le collectif "Ensemble, on fait quoi ?" est né ! On a ensuite lancé les conférences. »

En quoi consistent ces conférences ?

« Nous avons demandé à des spécialistes de ces thématiques d'intervenir lors de conférences qui étaient destinées, au départ, aux travailleurs sociaux. Mais on s'est rendu compte que les familles étaient demandeuses aussi. Du coup, on en a organisé à Lille et Mons-en-Barœul. Comme elles sont mises en ligne ([sur ensembleonfaitquoi.fr](http://surensembleonfaitquoi.fr)), tout le monde y a accès et il y a des projections-débats



organisées à Roubaix, Tourcoing et bientôt Dunkerque. »

Des formations ont aussi été lancées.

« Oui, on a testé des formations avec des experts à Lille pour des travailleurs sociaux. On a fait le plein à chaque fois ! Le Pas-de-Calais nous a demandé de former ses cadres. En tout, on a dû former 300 professionnels du social et ça continue ! Nous sommes financés par la préfecture du Nord, la ville de Lille et le Département du Pas-de-Calais. »

Avez-vous des résultats ?

« Clairement, oui. Les travailleurs sociaux sont plus à l'aise. Et on a donné des outils pour répondre à des situations très concrètes. Du type un collégien qui crie "Vive Al-Qaida". Grâce aux formations, on sait maintenant comment différencier la provocation d'un ado de la réelle radicalisation. C'est essentiel. De même, un gros travail a été fait sur le malaise identitaire des jeunes. Parmi les jeunes qui sont partis au combat, beaucoup ne se sentent pas vraiment français et c'est un problème qui a été sous-estimé. »

S.F.-P.

LE FIASCO DU CENTRE DE DÉRADICALISATION DE PONTOURNY

Nous avons rencontré un jeune Nordiste la veille de son entrée dans le centre de déradicalisation de Pontourny. Implanté en Indre-et-Loire et baptisé Centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté (CPIC), le premier centre de déradicalisation devait accueillir des volontaires âgés de 18 à 30 ans pour une période de dix mois. Mais l'expérience a depuis tourné court.

PAR SOPHIE FILIPPI-PAOLI
PHOTOS ÉDOUARD BRIDE ET AFP



Nous sommes le 26 septembre 2016. Fiché S à 23 ans, I. originaire de l'Arrageois, vient d'arriver au centre de déradicalisation de Beaumont-en-Véron (Indre-et-Loire) au lieu-dit de Pontourny. Il a pris le train de Lille, avec sa silhouette un peu trop mince pour son jogging, son verbe précipité. Et une envie d'y croire : « *J'espère que je pourrai suivre une formation, refaire surface, apprendre à pratiquer ma religion tranquillement. J'ai besoin de ce changement, je me sens encore fragile* », nous avait-il expliqué avant son départ. Schizophrène, influençable, I. s'est retrouvé à une époque embarqué dans un réseau de musulmans radicaux pakistanais à Paris. Il pense plusieurs fois à partir en Syrie et ses compagnons l'utilisent pour des vidéos temporaires (Snapchat) où il menace de s'en prendre à la France. Début 2015, on l'accuse d'apologie d'un acte terroriste devant trois policiers. I. s'est radicalisé. Mais, depuis un an et demi, il veut « *tourner la page* ». Pour lui, le centre est une porte de sortie.

INCOMPRÉHENSION

Quatre jours après son arrivée, le préfet décide de l'exclure : I. a auparavant été condamné pour des actes de violence volontaires et cela constitue désormais un critère de... non-admission à Pontourny. Il s'agit en fait de calmer la population du village qui s'est émue de l'arrivée d'un fiché S dans le centre, suite à notre article (*La Voix du Nord* du 26 septembre 2016).

Une décision difficile à comprendre : quelle efficacité attendre d'une structure qui n'accueille que des pensionnaires « *en voie de radicalisation* » et au casier vide ? Qui fait machine arrière dès que la pression monte ? La grille d'admission a dû cependant évoluer : surveillé par l'antiterrorisme, ancien membre de la filière jihadiste de Strasbourg dont faisait partie l'un des kamikazes du Bataclan, Mustafa S., pensionnaire du centre, est accusé, selon *Le Monde*, d'avoir tenté de regagner la Syrie en 2016. Fin janvier, il



est mis en examen et écroué. Comment a-t-il pu être admis à Beaumont-en-Véron avec ce passé ? Nouvelle incompréhension.

« ON ÉTAIT DANS LA PRÉCIPITATION, LA PANIQUE... »

Au final, après avoir accueilli un maximum de 9 résidents pour 25 places et une trentaine de salariés, le centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté est aujourd'hui vide. C'était un projet pilote qui, avait annoncé le gouvernement, devait se dupliquer dans toutes les régions.

Sénatrice EELV, Esther Benbassa est rapporteure d'une mission d'information sénatoriale sur « le désembrigadement des jihadistes en France et en Europe » qui vient de publier son bilan d'étape. Elle s'est rendue à Pontourny avec une sénatrice LR. Pour elle, le centre ne peut pas continuer comme ça : « *Un budget de 2,7 millions d'euros avec 27 salariés pour un centre qui a accueilli 9 personnes en tout et qui est vide aujourd'hui... De plus, il y a des problèmes de sélection et de recrutement. Seules 40 % des préfectures ont adressé des dossiers et le cahier des charges pour les pensionnaires n'est pas assez précis.* » Lors de ses rencontres, l'élue a noté du mécontentement chez le maire, le préfet, la population et même les familles : « *La maman d'une jeune fille hébergée dans le centre m'a contactée via Twitter pour me faire part de sa colère. En fait, on peut se demander si, à la base, réunir des gens qui se sont créés une famille via les réseaux de radicalisation est une bonne idée...* »

Mais, reconnaît l'élue, lorsque les fonds ont été débloqués, le contexte était très particulier, entre radicalisation et attentats de janvier puis novembre : « *On était dans la précipitation, la panique... Ce n'était pas évident. Aujourd'hui, il faut simplement repenser le sujet.* » Et trouver un système qui permette à I. d'« *avoir une chance* », comme il l'espérait avant de partir pour Pontourny.

LES FAILLES D'UN SYSTÈME

Même si le travail des sénatrices Esther Benbassa (EELV) et Catherine Troendlé (LR) sur le « désembrigadement » des jihadistes est loin d'être fini – le rapport sera publié en juin –, le constat est accablant aussi pour les associations liées à la radicalisation : « *On est dans le même phénomène que lorsque de l'argent a été débloqué pour les banlieues*, estime Esther Benbassa. Des associations qui ne connaissaient pas le sujet se sont réorientées, j'en ai vu aussi qui sous-traitaient les actions... Il y a un véritable business qui s'est développé. » Même si tempère la sénatrice écologiste, certaines structures travaillent très correctement : « *Mais en général ce sont de petites associations avec des petits budgets.* » Entre autres, les élues vont aller étudier d'autres organisations ailleurs en Europe : « *À Vilvoorde (Belgique), ils ont, par exemple, l'air d'être davantage dans le sur-mesure, l'accompagnement individualisé, ce qui, à mon avis, se rapproche plus de ce que l'on devrait faire en France.* »



Pourquoi avoir écrit et mis en scène cette pièce ?

Le texte est lié à ma propre expérience. Je travaille depuis trois ans, dans un cadre universitaire, sur le califat et les supports écrits et vidéo de Daech. J'ai rencontré des jeunes rentrés de Syrie ou d'Irak dans les prisons en France. Ils ne sont pas tous en perte de repères ou désaxés comme on le pense trop souvent encore. Certains sont brillants, ont un discours très construit. C'est ce que je voulais montrer avec Nour qui, dans la pièce, étudie la philosophie, est au fait des questions géopolitiques. Je voulais un outil de réflexion sur l'aspect argumentaire mais qui soit aussi dans l'émotion. D'où cette relation père-fille à laquelle tout le monde peut s'identifier. Parce que la culture est là pour ça, pour toucher les gens. Un discours froid ne servira jamais à rien, on tombe vite dans le « dogme contre dogme ».

Vous estimez que ces jeunes qui reviennent de Syrie ont des choses à nous dire...

Oui, ça nous rassure de penser qu'ils sont désaxés ça nous arrange. On évite ainsi de regarder le miroir qu'ils nous tendent. Pour moi, le contraire de la connaissance, ce n'est pas l'ignorance, ce sont les certitudes. Nous devons interroger les nôtres. Ces jeunes nous disent des choses inquiétantes sur notre monde et nous devons les écouter. C'est parce que nous sommes dans des sociétés bloquées avec un populisme en hausse, la recherche de boucs émissaires, des

LIRE LA SUITE EN PAGE 59.

« Ça nous rassure de penser que ces jeunes sont désaxés, ça nous arrange. On évite ainsi de regarder le miroir qu'ils nous tendent. »

AVEC « NOUR », RACHID BENZINE COMBAT LE JIHADISME SUR LES PLANCHES

Enseignant à l'IEP d'Aix-en-Provence et islamologue, Rachid Benzine travaille depuis trois ans sur les discours de Daech. Il vient d'adapter son livre « Nour, pourquoi n'ai-je rien vu venir ? » au théâtre. Il y raconte l'échange de lettres entre un père et sa fille, brillante étudiante partie rejoindre l'État islamique en Irak.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE FILIPPI-PAOLI
PHOTOS CHRISTOPHE LEFEBVRE ET MAX ROSEREAU

Pour Rachid Benzine,
« un discours froid ne servira jamais
à rien, on tombe vite
dans le "dogme contre dogme" ».

UN PÈRE ET SA FILLE SUR SCÈNE

Sur scène, on ne voit que deux comédiens, un père et sa fille qui lisent à voix haute les lettres

qu'ils s'échangent. Brillante étudiante, Nour est partie avec son mari jihadiste pour Falloujah, en Irak. « *Nous sommes en train de créer la société idéale. Viens !* » s'enthousiasme-t-elle. Philosophe, spécialiste des religions, son père, effondré, la met en garde contre les « *monstres* » qui l'entourent. Elle répond, argumente... Outre l'émotion qui surgit de ces échanges où se mêlent l'amour et l'effroi, la pièce de Rachid Benzine passionne par les réponses qu'oppose Nour à l'argumentaire de son père. Elles nous font réfléchir, remettent en question nos certitudes, le sentiment d'être du côté des « bons ». Une réussite.

« *Nour, pourquoi n'ai-je rien vu venir ?* » a été jouée à la Maison Folie de Wazemmes. D'autres dates, qui ne sont pas encore connues, suivront dans la région.



discours politiques qui font moins sens et une sensation que nous sommes tous interchangeables dans le système libéral qu'ils ont été attirés par Daech.

Quels messages exactement les ont séduits ?

Avec un système d'explication du monde qui a réponse à tout et des rêves qui frappent l'imaginaire des jeunes. Comme ceux d'un monde musulman unifié, d'une dignité retrouvée, d'une pureté aussi qui va jusqu'à la purification et qui transforme la violence en un acte moral. Enfin, il leur parle de la quête du sens jusqu'à donner un sens à leur mort. Et, aujourd'hui Daech est un nuage d'idées radioactives qui peut intoxiquer n'importe où, pas seulement ceux qui partent pour la Syrie.

Quelle serait la solution ?

Il faut permettre aux jeunes de s'insérer dans un récit commun, loin du « nous et eux » que construit toute idéologie. Et ce grâce à des faits historiques. Aujourd'hui, on est trop dans la mémoire qui est manipulable et pas assez dans l'Histoire. C'est aussi à la société et aux artistes de prendre le problème à bras-le-corps. Il faut que chacun s'y mette !